



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 76 du 27 janvier 2019

Contre la violence sociale et policière, rassemblons-nous pour défendre nos intérêts de classe

Des dizaines de milliers de manifestants dans les rues, des assemblées générales dont l'Assemblée des assemblées à Commercy (1), des « nuits jaunes », le mouvement des Gilets jaunes persiste et signe. Et cela malgré la répression dont témoigne, parmi d'autres, la grave blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, place de La Bastille à Paris, dans des circonstances qui interrogent sur les intentions de la police.

Macron et ses ministres pensaient avoir retourné la situation à leur profit en faisant du grand débat l'occasion d'une campagne permanente aux frais des contribuables. Mais personne n'est dupe. Toujours aussi isolés comme le prouve l'échec de la macronade de dimanche après midi, ils ne font qu'attiser la colère. Le mouvement, loin de s'esouffler, s'est approfondi, évolue. Les convergences se cherchent, le mouvement, dans les faits, s'élargit.

Nombreux sont celles et ceux qui veulent s'emparer de la journée du 5 février initiée par la CGT à laquelle appellent Solidaires ainsi que des Gilets jaunes, se coordonner entre entreprises, groupes militants, avec les stylos rouges, syndicalistes, travailleurs du rang, établir leurs revendications communes, décider de la marche de leur lutte.

Après avoir imposé la question du pouvoir d'achat et de la démocratie dans le débat politique, celle des inégalités et de l'injustice, le mouvement est obligé de formuler ses propres réponses, de se définir par rapport au reste du monde du travail, aux institutions, aux classes qui divisent le peuple. Impossible d'ignorer ces dernières quand une avalanche de chiffres illustre l'insolente richesse des classes possédantes, leur parasitisme. La dernière publication de l'Oxfam révèle que 26 milliardaires dans le monde -dont Arnault et Bettencourt-Meyer- possèdent autant que la moitié de l'humanité. Il en fallait 43 en 2017, 61 en 2016. Les inégalités se creusent, la misère augmente. 3,4 milliards d'êtres humains ont moins de 5 euros par jour pour vivre. En France, d'après une étude récente d'Attac, 8 milliardaires possèdent à eux seuls autant que les 30 % les moins riches de la population.

Cette concentration des richesses, cette augmentation révoltante des inégalités sociales sont le produit de l'offensive des classes capitalistes et des États qui les servent contre les travailleurs. Il leur faut toujours plus de profits pour valoriser la masse des capitaux qu'ils possèdent, éviter leur dépréciation brutale, sans même être sûrs de pouvoir échapper au krach. Ils licencient, intensifient l'exploitation, bloquent ou presque les salaires, précarisent les emplois avec l'aide de l'État qui leur permet, en outre, de payer toujours moins d'impôts et de cotisations sociales.

C'est la logique absurde et destructrice du capitalisme, de la course au profit, de la concurrence. Rien ne lui échappe dans toute la vie sociale sauf les liens de solidarité, de lutte collective que nous pouvons construire.

Poser la question de comment en finir avec les inégalités, c'est poser la question de comment en finir avec la domination capitaliste, c'est poser la question d'une transformation révolutionnaire de la société.

L'attitude du pouvoir, distribuant d'un côté des miettes payées par les caisses d'assurance sociale, ordonnant de l'autre une répression violente et inédite, grenades explosives, flashballs, peines de prison ferme contre des adolescents y compris, montre qu'il n'y a pas d'autre voie possible.

Cela veut dire dès maintenant travailler à un rassemblement démocratique, révolutionnaire des travailleurs.

Oui, à la façon des Gilets jaunes, les travailleurs doivent faire de la politique, hors des cadres institutionnels imposés par les classes dominantes ou du dialogue social auquel se prêtent les directions syndicales. Pour préserver cette indépendance, ne pas se faire récupérer, il ne sert à rien de se dire apolitique. Bien au contraire, il faut aller jusqu'au bout, mener une politique de classe totalement indépendante de leur république, de sa citoyenneté, du nationalisme.

La tentative de certains Gilets jaunes de présenter une

(1) Voir l'appel sur <https://www.humanite.fr/appel-de-la-premiere-assemblee-des-assemblees-des-gilets-jaunes-666918>

liste aux élections européennes soulève bien des hostilités parmi eux. La crainte de se faire récupérer, de rentrer dans le jeu politique est compréhensible mais il y a plusieurs façons de se faire récupérer ou de laisser le terrain aux politiciens, à l'extrême droite qui prétend représenter les gilets jaunes ou aux groupuscules fascisants comme ceux qui ont agressé physiquement le cortège parisien du NPA.

Pour échapper à la récupération, il n'y a pas d'autre possibilité que de défendre le camp des travailleurs, leurs intérêts, leurs revendications contre les actionnaires et les financiers. Que de porter la perspective d'un mouvement d'ensemble du monde du travail pour nos revendications mais aussi pour conquérir une véritable démocratie, le droit de décider et de contrôler la marche de la société pour en finir avec la domination de l'oligarchie financière.
